

# Rapport de gestion de la Commission des recours en matière fiscale du canton de Berne

Autor(en): **Kästli / Wipfli**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Verwaltungsbericht des Regierungsrates, der kantonalen Verwaltung und der Gerichtsbehörden für das Jahr ... = Rapport de gestion du Conseil-exécutif, de l'administration cantonale et des autorités judiciaires pendant l'année ...**

Band (Jahr): - **(2001)**

Heft [2]: **Rapport de gestion : rapport**

PDF erstellt am: **30.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-418434>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

### 3. Rapport de gestion de la Commission des recours en matière fiscale du canton de Berne

#### 3.1 Les priorités de l'exercice

Au cours de l'année 2001, l'Inspection de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques a inspecté l'activité administrative de la Commission des recours en matière fiscale, à l'intention de la Commission de justice. Ce contrôle a permis de constater que la Commission des recours donnait l'impression d'être bien gérée mais que la dotation actuelle en ressources humaines n'était plus en mesure d'assurer une durée satisfaisante des procédures, en raison de l'augmentation des affaires. Pour y faire face, il y a lieu de prévoir suffisamment tôt des mesures en matière de personnel.

Les nouvelles tâches administratives de la Commission des recours imposées par la loi sur les impôts 2001 ainsi que la progression du nombre des recours, qui a passé de 886 (en 2000) à 1428 (en 2001), a provoqué une forte augmentation des affaires en suspens. Dans de telles conditions, la durée moyenne des procédures donnant lieu à des décisions de la Commission a passé de 12 à 18 mois. Cette situation est insatisfaisante. En cours d'exercice, un poste à 50 pour cent a pu être créé au secrétariat, mesure qui a contribué à améliorer sensiblement la situation. Pour l'année 2002, il est prévu d'engager, pour une période de deux à trois ans, un ou une secrétaire-juriste supplémentaire qui devra combler les retards accumulés et empêcher qu'il ne s'en crée de nouveaux. Si l'on n'engage pas de secrétaire-juriste supplémentaire, la durée moyenne des procédures donnant lieu à des décisions de la Commission va passer à 24 mois, ce qui serait totalement inacceptable et influerait très rapidement sur la qualité des décisions.

La Commission des recours a tenu six séances au cours desquelles elle a jugé 346 recours contre 371 l'année précédente. 703 (564) recours ont été jugés par le Président en sa qualité de juge unique. 1049 (935) recours ont été liquidés au total. Parmi les cas qui ont fait l'objet d'un jugement, 149 (272) ont été admis totalement et 59 (64) partiellement. En revanche, 337 (334) cas ont été rejetés ou ont été déclarés irrecevables pour des motifs formels. 504 (265) ont été retirés et radiés du rôle. La Commission des recours a en outre procédé à 23 inspections des lieux et à 9 auditions.

Au cours de l'exercice, il a été enregistré 34 (33) recours au Tribunal administratif et 23 (17) au Tribunal fédéral. Le Tribunal administratif a jugé 31 (58) cas. Il en a admis 2 (6), admis partiellement 4 (1) et rejeté 19 (23), y compris les refus d'entrée en matière. 6 (28) re-

cours ont été retirés. Le Tribunal fédéral a jugé 25 (25) cas; 2 (6) ont été admis, 4 (0) partiellement admis et 17 (19) rejetés. 2 (2) recours ont été retirés.

Le bilan de l'exercice se présente comme suit: 653 affaires en suspens en début d'année, 1428 nouvelles affaires, 1049 recours liquidés et 1032 affaires en suspens à fin 2001.

Les jugements les plus importants de la Commission des recours en matière fiscale ont été publiés dans les revues «Jurisprudence administrative bernoise» (JAB), «Neue Steuerpraxis» (NStP) et «Der Steuerentscheid» (StE). Depuis l'an 2000, on a également accès aux jugements sur le site Internet [www.eBVR.ch](http://www.eBVR.ch).

Une anticipation sur l'année 2002 permet d'affirmer que la Commission des recours doit être rapidement dotée de personnel supplémentaire et des locaux nécessaires. Sinon, compte tenu de l'augmentation massive des recours d'un tiers environ, le niveau de qualité que l'on est en droit d'attendre d'une instance judiciaire ne sera plus assuré.

#### 3.2 Ressources humaines

A fin 2001, Fred Erlacher a mis fin à son activité de membre de la Commission des recours pour raison d'âge. Il a été remplacé par Erwin Dornbierer. Au printemps, Erika Kocher, secrétaire, et M<sup>e</sup> Hermann Bechtold, secrétaire-juriste, ont quitté la Commission des recours. Ils ont été remplacés par Gerlinde de Bever (secrétariat) et par les juristes Esther Seydoux, licenciée en droit, et Adrian Werthmüller, licencié en droit. Nous adressons au membre sortant ainsi qu'aux deux personnes qui nous ont quittés nos vifs remerciements pour l'activité qu'ils ont déployée au sein de la Commission.

Berne, le 1<sup>er</sup> février 2002

Au nom de la Commission des recours en matière fiscale du canton de Berne:

Le Président: *Kästli*

Le 1<sup>er</sup> Secrétaire: *Wipfli*

